

Ministère de la culture et de la communication

CGT / SUD

9 avril : le ministère de la culture en mouvement

Les organisations syndicales CGT, FO, FSU, Solidaires appellent tous les salariés, les retraités et les privés d'emplois, du privé et du public à l'action et à la grève le 9 avril prochain avec une grande manifestation nationale à Paris. Elles veulent ainsi faire converger les revendications qui s'expriment dans de nombreux conflits sociaux dans des branches comme la santé, l'énergie, les transports routiers, les cheminots, la chimie, le commerce et exiger du gouvernement et du patronat qu'ils y répondent par des mesures de progrès social.

Ces derniers restent sourds à la colère qui grandit et continuent de marteler contre vents et revers que le seul horizon possible serait celui de la rigueur budgétaire, des suppressions d'emplois d'agents publics, les privatisations. Tout cela a déjà conduit à la dégradation de notre qualité de vie et de nos conditions de travail, à un recul du service public.

Si la société se lézarde jour après jour, c'est indéniablement parce que les inégalités ne cessent de s'accroître et que les injustices deviennent insupportables. Tandis que la pauvreté se propage et que l'on demande aux salariés de se serrer un peu plus la ceinture, les profits des entreprises du CAC 40 explosent (+ de 30% en 2014) pour battre de nouveaux records. La France se situe sur la troisième marche du podium mondial en ce qui concerne les dividendes versés aux actionnaires.

Au ministère de la culture :

nos organisations syndicales veulent se saisir du 9 avril pour faire avancer les revendications que vous connaissez et que nous portons avec vous depuis plusieurs mois. Ces revendications sont majoritairement partagées car elles sont justes et légitimes, toutes les assemblées des personnels le démontrent. Mais face à un gouvernement et à un cabinet ministériel qui font la sourde oreille et jouent la montre, nous avons un besoin urgent de mobilisation.

Le 9 avril, dans la force de l'unité qui caractérise le ministère de la culture, nous avons l'occasion de nous battre avec efficacité sur les priorités suivantes :

- **Salaires et carrières :** au ministère de la culture, c'est la misère et nous ne pouvons plus l'accepter ; une hausse du niveau de vie s'impose, elle passe par le dégel du point d'indice et par des mesures de rattrapage des pertes subies depuis des années ; les carrières doivent enfin trouver des débouchés, cela vaut pour toutes les catégories et en priorité pour les plus bas salaires. En agissant sur les salaires et les carrières, nous améliorerons aussi le niveau des retraites, lui aussi aujourd'hui scandaleusement bas.
- **Emploi et métiers :** nos missions et nos métiers (qui doivent absolument être préservés et transmis) ont besoin d'emplois et d'emplois stables ; il est juste d'exiger la fin des suppressions d'emplois et la création d'emplois statutaires permettant le bon accomplissement de toutes les missions de service public ; c'est indispensable pour faire

reculer la précarité et protéger les conditions de travail ; c'est également indispensable pour faire vivre une réelle politique culturelle avec le souci constant de l'égalité et de la solidarité.

- **Réforme territoriale, DRAC et STAP** : la réforme territoriale risque de se traduire par une vaste restructuration de l'appareil d'Etat ; elle percute de plein fouet les DRAC et les STAP ; elle touche aussi à l'administration centrale et pose la question de l'avenir de notre ministère ; nous exigeons la préservation de l'outil de travail, de toutes les unités de travail et de tous les emplois là où ils sont ; les territoires et les populations ont besoin des services déconcentrés du ministère.
- **Archéologie préventive** : là encore, la mise en concurrence et la marchandisation mettent en danger le patrimoine ; maltraiter ainsi le passé, c'est insulter l'avenir ; nous continuons à exiger un pôle public de l'archéologie préventive, ainsi qu'une maîtrise d'ouvrage publique dans ce secteur. Même le Louvre a récemment fait appel à une société privée pour procéder à des fouilles sur notre établissement, au mépris de l'activité de l'institut national de recherche d'archéologie préventive (INRAP) !

Au musée du Louvre :

- **Le 7/7, d'abord au Louvre, à Orsay et Versailles, et après...** : nous devons faire barrage à cette mesure qui vise en vérité à l'accélération de la marchandisation de la culture, et à la déréglementation du travail à la mode Macron. Nous devons stopper toutes les externalisations du patrimoine.
- **Nous marquons notre opposition à l'externalisation des réserves du Louvre à Lens-Liévin.** En effet, ce projet menace gravement le patrimoine, compte tenu des conditions prévues pour la prise en charge des milliers d'œuvres concernées.
- **Sous-traitance** : nous réaffirmons notre opposition à tout type de privatisation des missions qui relèvent du champ de compétences du statut de la Fonction publique. Nous poursuivons le combat pour une réinternalisation des activités aujourd'hui sous-traitées.

Nous appelons le 9 avril 2015 aux rassemblements suivants :

- **à 09 h Assemblée générale à l'auditorium du Louvre,**
- **à 10 h sous la pyramide du Louvre,**
- **à 13h pour la manifestation nationale**

Au ministère et pour toute la Culture, tous ensemble, faisons du 9 avril une journée revendicative, une journée de rassemblement et de grève.